



République Française
Département du Loir-et-Cher
Commune de Chailles

ARRÊTÉ

Alternat de circulation – travaux de terrassement – Rue des terres Blanches - commune de Chailles

Le Maire,

VU le Code de la route ;

VU le Code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié ou complété, relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, modifiée et complétée relative à la signalisation temporaire ;

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement automobile au droit du 25 rue des terres Blanches, pour des travaux de terrassement pour un branchement Enedis, et à la demande du 12 janvier 2026 de l'Entreprise de travaux publics CAILLER SARL sise TSA 54050, 26 avenue de l'Île Saint-Martin à 92894 Nanterre Cedex 9,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du **jeudi 22 janvier 2026** et jusqu'à la fin des travaux, le **lundi 02 février 2026**, monsieur LEJEUNE Didier est autorisé à effectuer des travaux de terrassement pour un branchement Enedis, pour le compte de l'Entreprise de travaux publics CAILLER SARL sise TSA 54050, 26 avenue de l'Île Saint-Martin à 92894 Nanterre Cedex 9, au droit du 25 rue des Terres Blanches à 41120 Chailles.

ARTICLE 2 : La circulation sera alternée manuellement du **jeudi 22 janvier 2026** au **lundi 02 février 2026** pour des travaux de terrassement pour un branchement Enedis. La vitesse sera limitée à 30 km/h et le dépassement ainsi que le stationnement de tous véhicules seront interdits dans la zone du chantier.

ARTICLE 3 : A charge pour le demandeur de mettre en place en amont et en aval, la signalisation routière réglementaire conformément au Code de la Route, aux lois et règlements en vigueur. Elle sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I). Elle devra être adaptée en permanence à la nature des dangers et à l'importance des contraintes qui la justifient.

ARTICLE 4 : Conformément à la réglementation la validité du présent arrêté est de **12 jours**.

.../...

ARTICLE 5 : Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté et à la signalisation routière, constatées par les agents compétents, seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6: Conformément à l'article R 102 du Code des Tribunaux Administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'ORLÉANS dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7: M. le Maire de la commune de Chailles, M. le Colonel commandant le groupement de Gendarmerie de Loir-et-Cher, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera adressé à :

- Gendarmerie de Cour Cheverny
- Police municipale
- Le demandeur

Fait à Chailles, le 15/01/2026

Le Maire,

Florent MARMAGNE

